

## COMMENTAIRE

### Congo : "Des élections crédibles ou rien !"

Par **Marie-France Cros**

Le président congolais Joseph Kabila a pris la parole mardi aux Nations unies pour, selon les mots de son agence de presse officielle, "fixer les uns et les autres sur l'irrévocabilité et l'irréversibilité des élections générales programmées pour le 23 décembre".

Le président congolais hors mandat espère-t-il encore se faire applaudir et féliciter parce qu'il fait, avec deux ans de retard sur la légalité congolaise, ce qu'il est tenu de faire ? Les dirigeants congolais vont-ils encore longtemps se comporter comme si le Congo était un pauvre petit handicapé, qu'on doit encourager quand il arrive enfin à faire ce que font les autres ?

N'en déplaise au président hors mandat, les Congolais sont déjà une étape plus loin.

La veille de sa prise de parole devant les Nations unies, le Comité laïc de coordination (CLC) – qui a organisé les marches de chrétiens qui, malgré la peur, ont montré au monde entier que les Congolais ne se sentent pas représentés par Kabila, dont ils rejettent le maintien au pouvoir, que ce soit en personne ou derrière une marionnette (déjà ironiquement rebaptisée "Shadary-Ka" pour Kabila) annonçait une nouvelle campagne nationale pour "des élections crédibles ou rien !".

En effet, l'exclusion de la compétition "d'acteurs politiques en qui une bonne

partie de la population se reconnaît" et le refus d'accepter des observateurs internationaux qui pourraient dénoncer des tricheries, font de ce processus électoral "la chasse gardée de la seule famille politique du président Kabila, qui en a le contrôle absolu", avertit le CLC.

Celui-ci cite principalement la présence de 6 millions d'inscrits (16,6 % des effectifs) qui n'ont pas donné leurs empreintes digitales et dont on peut donc craindre qu'ils soient de faux électeurs ; la présence dans le fichier électoral de 498 345 personnes qui n'auront pas 18 ans le 23 décembre ; et enfin l'obstination des autorités électorales congolaises à imposer une "machine à voter" qui n'est prévue ni par la loi, ni par le calendrier électoral qu'elles ont pourtant dressé elles-mêmes, une machine largement soupçonnée de devoir servir à tricher.

Car on ne prête qu'aux riches et les Congolais, depuis plusieurs années, ont vu tant de manœuvres – plus ou moins violentes – du régime Kabila pour se maintenir au pouvoir qu'ils s'attendent à tout.

Ce qu'ils auraient voulu de Joseph Kabila, mardi, c'est qu'il annonce devant les Nations unies que son régime respectera dorénavant ses engagements (la Constitution, l'accord de la S'-Sylvestre) et qu'il organisera des élections crédibles.

On en est loin.